

DÉLIBÉRATION 2020 39 -

Donnant mandat au Centre de Gestion de la Petite Couronne pour procéder à la négociation d'un contrat groupe d'assurance statutaire

Séance du Comité syndical du 11 décembre 2020, à distance

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le président rappelle aux membres que par délibération du 19 décembre 2013, le comité avait autorisé l'adhésion du contrat d'assurance statutaire conclu avec le Centre le Gestion de la Petite Couronne auprès de CNP-Assurances pour l'ensemble de ses agents du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2017.

Un nouveau contrat avait été signé le 30 janvier 2018 pour une nouvelle durée de 4 ans.

Le président indique que le contrat d'assurance des risques statutaires souscrit par le Centre de gestion de la Petite Couronne arrivera à son terme le 31 décembre 2021. Le CIG va d'une part, engager, conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics, la procédure de mise en concurrence pour un nouveau contrat qui prendra effet au 1^{er} janvier 2022 garantissant les collectivités territoriales et établissements publics adhérents contre les risques financiers découlant de leurs obligations statutaires (maladie ordinaire, longue maladie/longue durée, accident de service...) et d'autre part qu'il est nécessaire de mettre en place une procédure de marché public afin de souscrire des contrats d'assurance couvrant ces risques.

Outre le respect des règles de la commande publique, cette démarche permet une mutualisation des risques et ainsi d'obtenir des taux et garanties financières attractifs.

Dans ces conditions, il apparaît intéressant pour le Syndicat de se rallier à la mise en concurrence effectuée par le Centre de Gestion de la Petite Couronne.

A cet effet, il est nécessaire que le Syndicat délibère afin de donner mandat au Centre de Gestion de la Petite Couronne afin de négocier, pour son compte, des contrats groupe d'assurance statutaire auprès d'une entreprise d'assurance agréée.

A l'issue de la consultation, le Syndicat gardera, au vu des conditions proposées, la faculté d'adhérer ou non.

Compte tenu de l'intérêt d'une consultation groupée, je vous prie, mes cher.e.s collègues de bien vouloir délibérer sur la proposition d'adhésion à la procédure engagée par le Centre de Gestion de la Petite Couronne.

Le Président,

DÉLIBÉRATION 2020 39 -

Donnant mandat au Centre de Gestion de la Petite Couronne pour procéder à la négociation d'un contrat groupe d'assurance statutaire

Séance du Comité syndical du 11 décembre 2020, à distance

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 26 ;

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 modifiée pris pour l'application de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Considérant la nécessité de passer des contrats d'assurance statutaire,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : CHARGE le Centre de gestion de la Petite Couronne de lancer une procédure de marché public, en vue, le cas échéant, de souscrire pour son compte des conventions d'assurances auprès d'une entreprise d'assurance agréée.

Article 2 : DIT que ces conventions devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

- agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. : Décès, Accident de service, Maladie professionnelle, Maladie ordinaire, Longue maladie / Longue durée, Maternité / Paternité / Adoption, disponibilité d'office, invalidité,
- agents non affiliés à la C.N.R.A.C.L. : Accident du travail, Maladie professionnelle, Maladie ordinaire, Maladie grave, Maternité / Paternité / Adoption.

Article 3 : DIT que ces contrats devront également avoir les caractéristiques suivantes :

- Durée du contrat : 3 ou 4 années, à compter du 1^{er} janvier 2022,
- Régime du contrat : capitalisation.

Article 4 : PRECISE que la décision éventuelle d'adhérer aux conventions proposées fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Signé par Sylvain Raifaud
Le 14/12/2020

Signed with
universign

Le Président,

Sylvain Raifaud